



AGENCE FRANÇAISE  
DE LUTTE CONTRE LE DOPAGE

## **MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

# **PRESTATIONS D'INFOGERANCE ET D'HEBERGEMENT DU SYSTEME INFORMATIQUE**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

## **Table des matières**

<b>Article 1 : Objet .....</b>	<b>4</b>
1.1. Objet.....	4
1.2. Procédure.....	4
1.3. Forme et modalités d'exécution.....	4
1.4. Durée et délai d'exécution .....	5
Durée.....	5
Délai .....	5
<b>Article 2 : Pièces contractuelles.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3 : Obligation des Parties .....</b>	<b>6</b>
3.1 Devoirs et obligations du titulaire pendant la durée du marché vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.....	6
3.2 Obligation générale vis-à-vis du pouvoir adjudicateur .....	6
3.3 Confidentialité .....	7
3.4 Obligations sociales .....	8
3.5 Obligation de résultat et conséquences liées .....	10
3.6 Prévention des conflits d'intérêts .....	10
<b>Article 4 : Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>11</b>
Article 4.1 – Obligations en matière de données de santé .....	11
Article 4.2 Lieu d'exécution .....	12
Article 4.3 Conditions d'exécution .....	12
Article 4.4. Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire .....	13
Article 4.5. Réversibilité.....	14
<b>Article 5 : Prix et modalités de règlement des prestations .....</b>	<b>14</b>
5.1. Nature des prix .....	14
5.2. Contenu des prix.....	15
5.3. Forme des prix.....	15
5.4. Clause de sauvegarde.....	15
5.5. Clause de réexamen .....	15
<b>Article 6 : Avance .....</b>	<b>16</b>

<b>Article 7 : Conditions de passation des commandes .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 8 : Assurance.....</b>	<b>16</b>
<b>Article 9 : Pénalités .....</b>	<b>17</b>
9.1. Dispositions générales .....	17
9.2. Modalités .....	18
<b>Article 10 : Vérification et réception des prestations .....</b>	<b>19</b>
10.1 Opération de vérification .....	19
10.2 Admission.....	19
10.3 Audits .....	19
<b>Article 11 : Modalités de paiement .....</b>	<b>19</b>
11.1. Cession ou nantissement de créances .....	19
11.2. Présentation des demandes de paiement.....	19
11.3. Modalités de paiement direct dans le cas d'un groupement .....	20
11.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants .....	20
11.5. Délai de paiement .....	20
11.6. Intérêts moratoires.....	21
<b>Article 12 : Dispositions en matière de cotraitance et de sous-traitance .....</b>	<b>21</b>
12.1. Cas de sous-traitance directe .....	21
12.2. Cas de sous-traitance indirecte .....	22
12.3. Cotraitance et défaillance du mandataire .....	22
<b>Article 13 : Résiliation .....</b>	<b>22</b>
13.1 Résiliation pour force majeure.....	22
13.2 Résiliation pour faute du titulaire.....	22
13.3. Effets de la résiliation.....	23
<b>Article 14 : Différends et litiges .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 15 : Clause environnementale .....</b>	<b>25</b>
<b>Article 16 : Clause sociale.....</b>	<b>25</b>
<b>Article 17 : Dérogations au CCAG applicable.....</b>	<b>25</b>

## **Article 1 : Objet**

### 1.1. Objet

Le présent marché a pour objet de conclure un accord-cadre (ci-après, le « marché ») destiné à la réalisation de prestations de service d'infogérance et d'hébergement du système informatique (SI) de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD ou Agence).

Les prestations comprennent :

- Pour l'infogérance :
  - o Le maintien en condition opérationnelle du système d'information utilisé pour le traitement des données de l'Agence ;
  - o L'administration et l'exploitation du système d'information contenant les données de l'Agence ;
  - o La prise en charge de la transformation des dispositifs du système informatique pour répondre aux exigences de qualité de service et pour répondre aux évolutions apportées par les projets de l'Agence ;
  - o L'apport de son expertise et sa fonction de conseil en lien avec le responsable du système d'information de l'Agence quant aux évolutions du système d'information de l'entité, ainsi que l'accompagnement en la matière lors de la mise en œuvre de nouvelles évolutions ;
- Pour l'hébergement :
  - o La mise à disposition et le maintien en condition opérationnelle des sites physiques permettant d'héberger l'infrastructure matérielle du système d'information utilisé pour le traitement des données de l'Agence de lutte contre le dopage ;
  - o La mise à disposition et le maintien en condition opérationnelle des liens de communications réseaux nécessaires au fonctionnement des sites ;
  - o La mise à disposition et le maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure matérielle du système d'information utilisé pour le traitement de données de l'Agence ;
  - o La mise à disposition et le maintien en condition opérationnelle des machines (serveurs) physiques et virtuelles nécessaires au fonctionnement des services SI de l'entité ;
  - o La mise à disposition et le maintien en condition opérationnelle des dispositifs de sécurité (physiques et/ou virtuels) nécessaires à la protection des accès au SI AFLD (parefeux, antiSpam, Anti virus et menaces...).
  - o L'apport de son expertise et sa fonction de conseil en lien avec le responsable du système d'information de l'Agence et indirectement avec l'infogérant lors de la mise en œuvre de projets d'évolutions des dispositifs composant le système d'information de l'AFLD.

Les spécifications et les conditions d'exécution des prestations sont définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). En particulier, les exigences minimales au titre de l'article R. 2161-13 du code de la commande publique (correspondant aux exigences impératives auxquelles les offres doivent répondre, soulignées en encadré rouge dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises), sont des dispositions impératives conditionnant la conformité d'une offre d'un candidat ou la poursuite de l'exécution du marché avec le titulaire.

### 1.2. Procédure

Le marché est un accord-cadre qui est passé, selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles R. 2124-2, R. 2161-1 et suivants du code de la commande publique.

### 1.3. Forme et modalités d'exécution

Le présent accord-cadre est alloté en deux lots, chacun mono-attributaire :

- Lot 1 – prestations de services pour l'infogérance du système informatique
- Lot 2 – prestations de services pour l'hébergement du système informatique

Les prestations sont réalisées dans le cadre d'un marché public à prix mixte :

- Une partie traitée à prix forfaitaire

- Une partie traitée à bons de commande, exécuté exclusivement par l'émission de bons de commande, en fonction des besoins, sur la base des prix unitaires fixés en annexe n° 1 de l'acte d'engagement portant cadre de réponse financier, en application des articles R. 2162 - 1 et suivants du code de la commande publique, pour un montant maximal annuel de 100 000 € HT.

Il n'est pas prévu de décomposition du marché en tranches.

#### 1.4. Durée et délai d'exécution

##### Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification prévue de manière prévisionnelle au mois de janvier 2025. Il pourra être reconduit tacitement 3 fois pour la même durée. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Chaque titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

##### Délai

Le délai d'exécution est défini dans le CCTP et pour les prestations annexes dans les bons de commande.

#### **Article 2 : Pièces contractuelles**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, en cas de contradiction entre les spécifications des pièces contractuelles du marché :

- L'acte d'engagement (AE) par lot ;
- Le cadre de réponse financier par lot destiné à constituer l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement (CRF) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots et son annexe portant sur la protection des données personnelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire, dont le cadre de réponse fonctionnel et technique (CRFT) ;
- Les bons de commande.

Le titulaire est réputé avoir pleine connaissance du code de la commande publique et du CCAG-TIC 2021 applicables, qui sont disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Il résulte de l'ordre de priorité des pièces ainsi défini que toutes conditions posées par le titulaire contraires à ces pièces, sauf acceptation expresse du pouvoir adjudicateur, sont inopposables à ce dernier.

Ainsi, quand bien même le pouvoir adjudicateur aurait accepté l'offre technique et financière du titulaire sans réserve, ce dernier ne pourra s'en prévaloir pour faire appliquer les mentions contenues dans les documents de ladite offre en lieu et place des clauses à valeur contractuelle rédigées par le pouvoir adjudicateur.

Dès lors, il est entendu que les conditions générales de vente, d'achat ou tout autre document en faisant office, que le titulaire aurait joints à son offre, sont inopposables aux Parties dans le cadre de l'exécution du marché et ne pourront en aucun cas se substituer aux conditions contractuelles de ce dernier qui seules font foi.

### **Article 3 : Obligation des Parties**

Les Parties s'engagent à respecter les obligations définies dans le CCAG-TIC.

#### 3.1 Devoirs et obligations du titulaire pendant la durée du marché vis-à-vis du pouvoir adjudicateur

3.1.1. Le titulaire doit :

- a) réaliser les prestations du marché de bonne foi avec le soin, les compétences et les aptitudes conformément aux meilleures pratiques de marché et faire ses meilleurs efforts pour promouvoir les intérêts du pouvoir adjudicateur ;
- b) réaliser les prestations objet du marché, conformément aux spécifications du CCTP. Le titulaire s'engage à exécuter ces prestations en apportant tous les soins requis et recommandations du pouvoir adjudicateur, notamment aux règles de sécurité applicables, qu'il s'agisse des règles générales en vigueur ou de règles spécifiques au type de prestations objets du marché, et à rendre compte au pouvoir adjudicateur sans délai de tout incident survenu à cet égard.
- c) désigner un représentant qui sera chargé de veiller à la bonne exécution du marché ;
- d) donner promptement au pouvoir adjudicateur toutes les informations que ce dernier peut raisonnablement exiger dans le cadre de questions relatives à la réalisation des prestations ;

Le titulaire ne doit pas, sauf s'il a été expressément autorisé par écrit par le pouvoir adjudicateur à le faire :

- i) Engager des dépenses au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur ;
- ii) Se présenter comme ayant l'autorité de lier le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de conformité au présent article peut entraîner la résiliation immédiate de plein droit et sans formalité préalable du marché.

#### 3.2 Obligation générale vis-à-vis du pouvoir adjudicateur

Le titulaire doit :

- a) se conformer à toutes les lois, règlements, codes en vigueur, notamment le code du sport et le Code mondial antidopage.
- b) ne s'engager dans aucune activité, aucune pratique ou conduite constituerait une infraction en vertu du code pénal français (en vertu de la loi française du 13 novembre 2007, telle que modifiée par la loi française du 17 mai 2011), y compris mais sans s'y limiter :
  - i) la corruption internationale : article 435-1 et suivants ;
  - ii) la corruption domestique : article 432-11 et suivants, 433-1 et suivants (personne occupant une fonction publique) ;
  - iii) la corruption domestique : article 445-1 et suivants (personne non titulaire d'une fonction publique).
- c) se conformer à l'éthique et aux politiques du pouvoir adjudicateur en matière de lutte contre la corruption (telle que le pouvoir adjudicateur pourra les documenter et les mettre à jour) ;
- d) signaler rapidement au pouvoir adjudicateur toute sollicitation ou demande, de toute sorte d'avantage financier indu ou tout autre avantage indu de quelque nature que ce soit, reçu par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché ;
- e) veiller à ce que toutes les personnes associées au titulaire ou au personnel du titulaire, se conforment au présent article ;
- f) sur demande du pouvoir adjudicateur, certifier au pouvoir adjudicateur par écrit, le respect du présent article. Le titulaire doit fournir à première demande, toute pièce justificative, relative au respect de cette obligation, que le pouvoir adjudicateur peut raisonnablement demander.

### 3.3 Confidentialité

Le titulaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux renseignements, aux informations et/ou au contenu des documents qui lui ont été remis, d'une part, dans le cadre de la consultation (dossier de consultation des entreprises), et d'autre part, dans le cadre de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-TIC, cette obligation de confidentialité s'applique à tous les documents qui ont été communiqués par le pouvoir adjudicateur, et ce sans qu'il soit nécessaire que lesdits documents aient été expressément identifiés comme confidentiels.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation, même partielle, de l'une des informations confidentielles, de quelque manière que ce soit et à quelque titre que ce soit, léserait gravement les intérêts du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire contractera, ce faisant, une obligation de résultat dont la méconnaissance entraînerait l'obligation d'en assurer les entières conséquences et préjudices associés.

#### 3.3.1. Définitions

Les termes "**informations confidentielles**" signifient :

- toutes informations ou données, quelle qu'en soit la nature (technique, commerciale, industrielle, financière, juridique, organisationnelle, ou autre) divulguées par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans le cadre de la consultation ou du marché, de quelque manière que ce soit et sur quelque support (par écrit, oralement, visuellement, de manière électronique ou autre) à l'exception des informations désignées par écrit comme "non-confidentielles" par le pouvoir adjudicateur ;
- tous documents préparés par le titulaire à partir des informations communiquées par le pouvoir adjudicateur et contenant, utilisant ou reflétant tout ou partie des informations divulguées par ce dernier au titulaire ;
- plus généralement toutes informations auxquelles le titulaire aura eu accès durant la consultation ou l'exécution du marché ;
- le marché et son contenu ; et
- l'ensemble des informations échangées entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire pendant l'exécution du marché, le cas échéant.

#### 3.3.2. Obligations

Le titulaire s'engage à ce que les informations confidentielles :

- a) ne soient utilisées qu'aux seules fins des prestations objet du marché ;
- b) ne soient reproduites ni totalement ni partiellement, pour d'autres besoins que ceux visés au titre des prestations objet du marché, ni, dans ce cadre, modifiées sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur ;
- c) soient protégées, gardées strictement confidentielles et traitées avec le plus haut degré de protection possible, notamment techniquement ;
- d) ne soient divulguées qu'aux membre de son personnel faisant partie de son effectif permanent et à ses conseils, devant en connaître aux fins décrites en objet, le titulaire devant prendre toutes dispositions pour que ses employés et conseils respectent les stipulations du marché, ce même après la fin de leur contrat de travail, contrat de conseil ou toute autre forme de relation contractuelle avec le titulaire. Le titulaire se porte fort du respect par les préposés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés, de leur engagement de confidentialité.

- e) ne soient pas divulguées ou communiquées à des tiers autres que les personnes visées au paragraphe ci-dessus, sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur et, dans ce cas, sous réserves que le titulaire obtienne de la part de ces tiers un engagement de confidentialité dans les mêmes termes que ceux du marché.

A première demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à restituer dans les plus brefs délais tous les supports matériels d'informations confidentielles appartenant au pouvoir adjudicateur ainsi que toute copie, même partielle, desdits supports matériels.

### 3.3.3. Portée du marché

La divulgation par le pouvoir adjudicateur d'informations confidentielles au titre du marché ne saurait être interprétée comme conférant au titulaire, de manière expresse ou implicite, un droit quelconque (tel que notamment concession de licence ou autre) au regard des informations confidentielles.

Le titulaire s'interdit d'acquérir des droits de propriété intellectuelle sur la base des informations confidentielles divulguées.

### 3.3.4. Exclusion

Les stipulations des articles « Obligations » et « Portée du marché » ne s'appliquent pas aux informations confidentielles pour lesquelles le titulaire pourra prouver :

- qu'il les possédait avant la date de communication par le pouvoir adjudicateur, ou
- qu'elles étaient du domaine public lors de leur communication par le pouvoir adjudicateur, ou qu'elles y sont entrées par la suite sans qu'une faute ou négligence puisse être imputée au titulaire, ou
- qu'il les a reçues sans obligation de secret d'un tiers autorisé à les divulguer, ou
- qu'il est tenu de les divulguer en application d'une disposition légale ou réglementaire impérative ou à la demande du juge sous réserves que le titulaire en informe immédiatement par écrit le pouvoir adjudicateur, demande aux entités auxquelles ces informations doivent être divulguées de les traiter comme confidentielles et coopère avec le pouvoir adjudicateur pour limiter la divulgation à ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire à ses obligations.

Le titulaire s'engage à faire respecter les stipulations et engagements du présent article à tous les cocontractants, sous-traitants, fournisseurs, partenaires et autres tiers auxquels il aurait recours dans le cadre de l'exécution du marché et se porte fort de leur respect par ces tiers.

En conséquence, il garantit le pouvoir adjudicateur de toutes les conséquences financières ou autres liées à une violation des engagements listés ci-avant que la violation soit de son fait ou du fait d'un tiers auquel il aura eu recours.

Ces obligations et garanties perdureront après la fin du marché quelle qu'en soit la cause.

## 3.4 Obligations sociales

Le titulaire déclare et garantit que :

- ses salariés sont et demeureront employés régulièrement au regard du code du travail et le cas échéant de la convention collective applicable ;
- conformément aux dispositions du code du travail, s'il est fait appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère, ces salariés devront être munis d'une autorisation d'exercer une activité professionnelle en France.



Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 du code du travail relatives à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur lors de la conclusion du marché et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, tous les documents légalement requis aux fins de justifier du respect de ses obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail et notamment :

(i) lorsque le titulaire est établi ou domicilié en France :

- les pièces listées à l'article D. 8222-5 du code du travail (telles qu'une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales de moins de six (6) mois émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants datant de moins de trois (3) mois):
    - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
    - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
    - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
    - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription).
  - une attestation sur l'honneur de dépôt de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires à la date de l'attestation datant de moins de 3 mois.
- et
- une attestation sur l'honneur (et l'ensemble des justificatifs requis) certifiant que la prestation ou le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail.

(ii) lorsque le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger :

- les pièces listées à l'article D. 8222-7 du code du travail, telles que :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CEE) n° 1408 / 71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour accomplir une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail ou de documents équivalents.

En outre, en cas d'emploi de salariés étrangers par le titulaire, conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du code du travail relatives à la lutte contre l'emploi d'étrangers sans titre, le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur lors de la conclusion du marché et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, tous les documents requis au titre des articles D. 8254-2 (ou D. 8254-3) du code du travail.

Par ailleurs, en cas de détachement de salariés étrangers par le titulaire, ce dernier s'engage à attester sur l'honneur du respect des conditions de recours au détachement et des obligations visées aux articles L. 1262-1 et suivants du code du travail et à fournir au pouvoir adjudicateur, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, l'ensemble des documents listés à l'article R. 1263-12 du code du travail (l'accusé réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » l'attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du même code).

Il est précisé que si les documents fournis par le titulaire ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### 3.5 Obligation de résultat et conséquences liées

Le titulaire reconnaît que toute divulgation, même partielle, de l'une des Informations Confidentielles, de quelque manière que ce soit et à quelque titre que ce soit, léserait gravement les intérêts du pouvoir adjudicateur et serait susceptible de compromettre les activités de ce dernier.

Le titulaire contractera, ce faisant, une obligation de résultat dont la méconnaissance entraînerait l'obligation d'en assurer les entières conséquences et préjudices associés.

Constituent notamment pour le titulaire une obligation de résultat :

- la fourniture des prestations conformément aux niveaux de services définis contractuellement,
- la remise de la documentation,
- le respect des délais impératifs,
- la conformité des prestations au Plan d'Assurance Qualité,
- le maintien de la sécurité du SI qui lui est confié.

### 3.6 Prévention des conflits d'intérêts

Le titulaire prend toute mesure nécessaire pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Dans ce cadre, il prend pour lui-même et ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts soient susceptibles de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché.

Un conflit d'intérêts peut résulter d'intérêts économiques, familiaux, d'affinités politiques, de liens ou toutes autres relations ou intérêts communs.

En cas de conflit d'intérêts potentiel ou avéré surgissant pendant l'exécution du marché, le titulaire informe sans délai et par écrit le pouvoir adjudicateur concerné de l'existence dudit conflit à l'adresse

mail communiquée au commencement du marché et prend immédiatement toutes les mesures provisoires nécessaires pour y mettre fin (notamment par le déport des réunions auxquelles il participe ou l'interruption de sa mission).

Le pouvoir adjudicateur concerné instruit la situation et communique au titulaire les mesures à mettre en œuvre pour faire cesser la situation de potentiel conflit d'intérêts. Le titulaire est tenu de mettre en œuvre ces mesures. Le pouvoir adjudicateur concerné se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont suffisantes et appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans un délai prescrit.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'alerte pas le pouvoir adjudicateur concerné malgré la survenance d'une situation de conflit d'intérêts avérée en cours d'exécution du marché dont il devait avoir connaissance ou refuse de mettre en œuvre des mesures appropriées pour mettre fin à une situation avérée de conflit d'intérêts, le pouvoir adjudicateur concerné lui signale ce manquement par lettre recommandée avec avis de réception et lui indique les mesures qu'il doit mettre en œuvre pour remédier au conflit constaté.

Ce courrier a valeur de mise en demeure et le titulaire dispose alors de cinq (5) jours calendaires pour présenter ses observations et mettre en œuvre les mesures proposées. Celles-ci peuvent faire l'objet d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur concerné.

A défaut d'exécution, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire, sans lui ouvrir droit à indemnité.

#### **Article 4 : Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du marché, étant précisé que le titulaire devra prendre en compte toute évolution des normes et spécifications techniques qui pourraient lui être imposées en cours d'exécution du marché, dans les conditions définies au CCTP.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP et aux règles de l'art.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

##### Article 4.1 – Obligations en matière de données de santé

Le titulaire certifie avoir l'agrément « Hébergeur de données de Santé à caractère personnel ». L'AFLD pourra vérifier cette information à tout moment auprès de l'Agence du numérique en Santé et notamment à l'adresse : <https://esante.gouv.fr/produits-services/hds>

##### **Médecin de l'hébergeur.**

Conformément à l'article R1111-9-6 du code de Santé Publique, le médecin de l'hébergeur du titulaire est le garant de la confidentialité des données personnelles de santé déposées chez l'hébergeur. Les coordonnées de ce dernier ou de la personne désignée seront communiquées lors de la phase de prise en charge et mentionnées dans le Plan d'Assurance Qualité.

L'AFLD s'engage à collaborer avec le médecin de l'hébergeur du titulaire dans le cadre de sa mission réglementaire, notamment pour ce qui concerne le renseignement de toute personne concernée par les données hébergées. Les modalités convenues entre l'AFLD et le médecin de l'hébergeur pour remplir cet objectif seront précisées lors de la phase de prise en charge.

##### **Mise à disposition des données hébergées – Authentification forte.**

Par nature, les données sont mises à disposition de l'AFLD par le biais de ses propres applications de santé ou celles de ses fournisseurs d'application de santé, le titulaire n'ayant aucun motif ni droit d'accès aux dites applications.

Pour les personnes concernées par les données hébergées, les modalités de mise à disposition, d'accès, de rectification, de traçabilité et de transmission éventuelle sont du ressort exclusif de l'AFLD qui en précisera les modalités lors de la phase de prise en charge, conformément aux dispositions de l'article L.1111-7 du code de santé publique.

#### Article 4.2 Lieu d'exécution

L'exécution des prestations se fait depuis les locaux de l'Agence française de lutte contre le dopage (Pais 9<sup>ème</sup>) et ceux des titulaires.

Les candidats sont sensibilisés aux dispositions particulières en matière de stockage de données personnelles, en particulier les données personnelles de santé.

#### Article 4.3 Conditions d'exécution

##### 4.3.1 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées dans le respect des délais prévus au présent CCAP, dans le CCTP, dans l'offre du titulaire, dans le bon de commande si différent. A défaut, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de retard définie à l'article « pénalités ».

Le titulaire doit assurer les prestations commandées par le pouvoir adjudicateur.

Au titre de l'obligation de résultat qui lui incombe, le titulaire doit prévoir tous les éléments matériels et humains lui permettant d'assurer la bonne exécution de la prestation.

##### 4.3.2. Suivi de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur concerné pourra organiser des bilans d'activité à une fréquence régulière définie au CCTP avec le titulaire pour s'assurer de la bonne exécution des prestations, ainsi qu'autant que de besoin.

Les parties conviennent que l'AFLD pourra faire procéder, à tout moment, à ses frais, à condition d'en avoir avisé par écrit le titulaire en respectant un préavis minimum d'une semaine, à un audit des conditions d'exécution des prestations prévues au présent marché, pendant les heures normales d'exploitation du service.

Cet audit pourra être effectué par les soins, au choix de l'AFLD, soit d'un auditeur interne de l'AFLD, soit par un auditeur extérieur qui ne pourra pas être un concurrent du titulaire dans le domaine de l'infogérance ou de l'hébergement, soit, d'une équipe composée d'un auditeur interne de l'AFLD et d'un auditeur externe. Les auditeurs devront prendre un engagement formel de confidentialité et de non-divulgaration de toutes les informations du titulaire dont ils auront connaissance au cours de leur mission et notamment de toutes les caractéristiques des centres de services du titulaire qu'ils auront à connaître du fait de leur mission. Ils n'auront accès, outre l'environnement logistique des centres et les dispositifs de sécurité, qu'à l'environnement d'exploitation de l'AFLD. Les auditeurs devront se conformer aux procédures de sécurité du Titulaire.

L'audit diligenté par l'AFLD aura notamment pour but de vérifier :

- le niveau de qualité des prestations,
- le respect du Plan d'Assurance Qualité et des procédures,
- le respect des normes et de l'état de l'art,
- l'environnement logistique des centres de services du titulaire concourant à la bonne exécution du marché et notamment le respect des normes ANSSI telles que spécifiées dans le CCTP,
- le niveau de sécurité de l'infrastructure technique du titulaire utilisée dans le cadre de la prestation (via des tests d'intrusion notamment),
- l'application des règles de sécurité mises en œuvre,

- l'exactitude des informations de reporting, notamment celles concernant les niveaux de services, l'état du parc et celles contribuant à l'application des conditions financières du marché,
- la documentation nécessaire à la réversibilité afin de vérifier la faisabilité de celle-ci.

Dans le cadre de ces audits, le titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de l'AFLD ou dûment mandatés à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Il est expressément convenu que le titulaire audité ne peut prétendre à aucune surfacturation de ses prestations durant la réalisation de l'audit aux motifs de la potentielle mobilisation de ses ressources ou tout autre raison.

Les conclusions ou le rapport de l'audit seront gratuitement adressés au titulaire et feront l'objet d'un examen approfondi dans le cadre des instances de pilotage prévues au CCTP.

Dans le cas où les conclusions d'audit feraient apparaître des manquements substantiels aux obligations incombant au titulaire dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures correctives nécessaires pour y remédier dans un délai de trente jours à compter de la date de notification par l'AFLD du rapport d'audit au titulaire, sauf décision contraire du Comité Stratégique. Dans ce cas, les frais d'audits seront supportés par le titulaire sur présentation des justificatifs par l'AFLD.

Les parties conviennent qu'en tout état de cause les conclusions du rapport d'audit et/ou la mise en œuvre de la procédure d'audit n'exonèrent d'aucune manière le titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

#### 4.3.3. Documentation

Les documents à fournir par le titulaire devront être rédigés en français et/ou en anglais selon ce que le pouvoir adjudicateur concerné précise dans sa demande.

Le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur concerné toute la documentation portant sur les prestations réalisées dans le cadre du marché.

#### 4.3.4. Indépendance des Parties

Chacune des Parties est une personne indépendante, agissant en son propre nom et sous sa seule responsabilité, la collaboration résultant des présentes ne pouvant en aucune façon porter atteinte à l'indépendance des Parties.

Le marché ne constitue ni une société entre les Parties, ni une association, une franchise ou un mandat donné par l'une des Parties à l'autre.

Chaque Partie s'interdit donc de prendre un engagement au nom et pour le compte de l'autre Partie.

Les intervenants affectés à la réalisation des prestations, restent en tout état de cause sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire qui assure l'autorité technique, la gestion administrative, comptable et sociale de son personnel.

Les intervenants conservent une totale autonomie par rapport aux salariés du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée des prestations.

#### Article 4.4. Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

En cas de modification de son équipe, le titulaire doit en aviser l'AFLD au moins 10 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe remplaçante, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire ne peut changer d'intervenant qu'avec l'accord de l'AFLD. Le remplaçant proposé doit avoir une compétence et une expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant qu'il remplace et dans tous les cas conformes aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Le chef de projet désigné par le titulaire doit notamment posséder une expérience significative dans le domaine de l'infogérance ou de l'hébergement selon l'objet du marché concerné. En cas d'acceptation de ce changement par l'AFLD, le titulaire assure la formation et prend à sa charge l'intégralité du temps de prise de connaissance du nouvel intervenant.

Le remplaçant est considéré comme accepté si l'AFLD ne le récuse pas dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus.

Si l'AFLD récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer l'AFLD.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au présent document.

L'AFLD peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie d'une mission. Une fois averti par courrier recommandé avec accusé de réception, le titulaire devra présenter, sous 5 jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils feront l'objet d'une validation expresse par l'AFLD.

#### Article 4.5. Réversibilité

##### 4.5.1. Devoir de réversibilité

Le titulaire assure la réversibilité de l'externalisation des prestations informatiques afin de permettre à l'AFLD de reprendre sans difficulté, ou de faire reprendre par un tiers désigné par lui, la fourniture des prestations informatiques fournies par le titulaire à l'AFLD et, ce dans les meilleures conditions. La réversibilité peut être totale ou partielle.

Pour ce faire, le titulaire, sauf accord préalable et écrit de l'AFLD, ne met en œuvre que des matériels et des logiciels respectant les règles suivantes :

- versions des logiciels de base maintenues au moins encore un an par les éditeurs ;
- solutions largement diffusées tant en France qu'à l'étranger ;
- solutions non spécifiques et conformes aux règles de l'art ;
- solutions facilement portables, c'est-à-dire qu'elles doivent pouvoir être transférées, à fonctionnalités identiques, sur un autre site informatique d'infogérance conforme à l'état de l'art sans nécessité de modifier sensiblement, ni l'environnement technique informatique de l'AFLD, ni les procédures d'exploitation.

Le respect par le titulaire des obligations ci-dessus peut faire l'objet d'un audit conformément aux dispositions des présentes.

##### 4.5.2. Tests de réversibilité

Une fois par an, à sa propre initiative, l'AFLD peut annoncer son intention de vérifier le caractère réversible des prestations. L'AFLD étudie les documents en sa possession, puis, au cours d'une réunion avec le titulaire, valide la complétude du référentiel documentaire de réversibilité ainsi que la pertinence du plan de réversibilité au regard de son organisation interne, notamment les effectifs proposés et la formation spécifique, et dresse la liste des points à corriger dans la prochaine version du référentiel documentaire de réversibilité ainsi que du plan de réversibilité.

Ces tests sont compris dans le prix forfaitaire des prestations.

#### **Article 5 : Prix et modalités de règlement des prestations**

Le prix du présent marché public est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

##### 5.1. Nature des prix

Les prestations sont réglées par des prix selon les stipulations de l'annexe n°1 de l'acte d'engagement.

## 5.2. Contenu des prix

Les prix du marché sont exclusivement en euros et exprimés hors TVA.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles telles que visées à l'article 10.1 du CCAG-TIC.

Les prix comprennent par ailleurs toutes les dépenses, et autres frais liés à l'exécution des prestations attendues. Ils sont réputés comprendre les charges fiscales et autres éventuelles impositions frappant obligatoirement les produits et services. Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique. Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

### Cas de cotraitance conjointe ou solidaire

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

### Cas de sous-traitance

Les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

## 5.3. Forme des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la remise des offres ; ce mois est appelé « M0 ».

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils pourront par la suite être révisés annuellement par application aux prix unitaires d'un coefficient donné par la formule :

$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{indice } (n) / \text{indice } (o))$  selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la parution de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence est l'indice SYNTEC, à partir duquel il sera procédé à un ajustement.

## 5.4. Clause de sauvegarde

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieurs à 5% l'an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente augmentés au maximum de 5%.

## 5.5. Clause de réexamen

En cas de survenance d'événements qui pourraient altérer l'équilibre financier du marché en cours d'exécution et sur demande écrite dûment justifiée du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de revoir la clause de variation des prix, en cas de :

- suppression et/ou modification d'un index ou d'un indice ;
- baisse d'un indice à tel point que l'entreprise se trouve dans l'impossibilité de dégager une marge ;
- hausse significative d'un indice de telle façon que les prix issus du marché dépassent les possibilités budgétaires allouées à l'opération...

Le pouvoir adjudicateur aura alors la possibilité, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique, de :

- faire appel à de nouveaux indices (ou index) et/ou modifier la formule arithmétique ;
- instaurer ou réviser une clause de butoir et/ou de sauvegarde ;
- instaurer un seuil de déclenchement de la variation de prix ;
- demander au titulaire de se prémunir contre « le risque de volatilité du prix des prestations » ...

Cette modification du marché en cours d'exécution sera, quoi qu'il en soit, subordonnée à la conclusion d'un avenant.

#### **Article 6 : Avance**

Il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-TIC.

Sauf renoncement du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance pourra être versée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3, R. 2191-7 et R.2191-10 du code de la commande publique.

#### **Article 7 : Conditions de passation des commandes**

Pour chaque bon de commande, le pouvoir adjudicateur communique l'ensemble des informations nécessaires à l'exécution des prestations, selon les modalités prévues au CCTP.

La saisine par courrier ou courriel vaut bon de commande.

Dans tous les cas, le titulaire doit impérativement accuser réception par tout moyen écrit du bon de commande, de façon à établir de façon certaine la date et l'heure de réception du bon de commande, le nom et la signature de l'expéditeur.

A défaut d'avis de réception, le jour et l'heure d'envoi seront considérés comme point de départ de la prestation.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire dudit bon de commande concerné, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le service habilité à émettre les bons de commande est pour l'AFLD, le département des contrôles.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée dans un délai raisonnable après la fin du marché.

#### **Article 8 : Assurance**

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants s'engagent à souscrire à une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable destinée à couvrir leur responsabilité civile comprenant notamment la couverture de sa responsabilité contractuelle, une protection contre les dommages corporels, matériels et immatériels, coûts (y compris les frais juridiques) et une protection contre les erreurs, les actes de négligence et omissions du titulaire, de son personnel et/ou ses sous-traitants.



Ils doivent justifier de cette assurance dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions prévues à l'article « Pénalités » du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas d'absence de production des justificatifs d'assurance.

### **Article 9 : Pénalités**

Les stipulations de l'article 14 du CCAG-TIC sont applicables, sous réserve des stipulations et dérogations suivantes.

Les pénalités s'apprécient indépendamment et sont cumulables entre elles.

Les pénalités ne sont pas libératoires. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles, notamment des prestations dont l'inexécution ou la mauvaise exécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Le pouvoir adjudicateur est par ailleurs en droit de réclamer tout dommage et intérêt au titre du préjudice subi, auquel cas les pénalités directement liées audit préjudice déjà versées par le titulaire viendront en déduction de la réparation due par le titulaire au titre du préjudice.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée en deçà d'un certain seuil.

Sauf stipulation contraire expresse au présent CCAP, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités prévues dans ce marché sont dues sans mise en demeure préalable du titulaire, ni toute autre procédure contradictoire.

Les pénalités de retard calculées en « jours » retiennent des jours calendaires sauf mention contraire au présent CCAP.

Toute période engagée vaut vingt-quatre heures hormis pour les pénalités comptabilisées en heures, pour lesquelles les heures sont indivisibles et conduisant à ce que toute heure commencée soit intégralement due. Dès que l'action corrective aura été réalisée par le titulaire, celui-ci devra en avvertir le pouvoir adjudicateur par courriel.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire, par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le pouvoir adjudicateur.

#### **9.1. Dispositions générales**

Indépendamment des préjudices subis, les parties conviennent de retenir une procédure de pénalités relative, notamment, au respect des niveaux de service exigés par le titulaire, étant précisé que l'application de pénalités ne restreint pas le droit pour le pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre la procédure de résiliation prévue aux présentes.

Le non-respect des niveaux de service définis dans le CCTP entraînera l'application des pénalités prévues au présent article, à moins que le titulaire ne rapporte la preuve que l'accomplissement de son obligation a été empêché, sans faute ou négligence de sa part, par la survenance d'une cause étrangère à savoir :

- un cas de force majeure tel que défini aux présentes ;
- tout fait de l'AFLD ayant pour effet d'empêcher ou d'entraver, définitivement, l'accomplissement des obligations du Titulaire ;
- tout fait d'un tiers, à l'exclusion des sous-traitants ou fournisseurs du titulaire, dont le titulaire assure la gestion au nom et pour le compte de l'AFLD ou de tout autre tiers avec lequel le titulaire aurait conclu un accord en vue de la fourniture du Service à l'AFLD.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice pour le défaut de respect des niveaux de services contractuels ou des dates impératives, mais une incitation pour le titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de service du titulaire impactant la qualité des services fournis aux utilisateurs de l'AFLD.

Les pénalités sont applicables de plein droit par l'AFLD du seul fait de la survenance du fait générateur de la pénalité, dès lors que le défaut de respect des niveaux de services contractuels a été constaté durant un mois. L'AFLD en informe le titulaire en comité de pilotage. Les pénalités sont alors applicables pour chaque mois de défaut constaté.

Si le défaut est constaté à nouveau deux mois consécutifs, dans la foulée du premier défaut, l'AFLD, outre l'application des pénalités -en l'occurrence pour un trimestre de défaut, peut résilier sans préavis le présent marché, en tout ou en partie lorsque le défaut ne porte que sur un ensemble de services qui forment un tout indépendant du reste des prestations.

En cas de désaccord sur les pénalités applicables, le Comité de Pilotage pourra reporter une (1) fois l'examen du différend lors de sa prochaine réunion, étant entendu que l'existence d'une objection à l'application d'une pénalité n'a pas pour effet d'annuler son éventuelle application.

Si des pénalités sont applicables, celles-ci donneront lieu à l'émission d'un avoir au profit de l'AFLD applicable sur les prochaines factures.

Dans le cas où le non-respect des niveaux de Service ou des dates de remise des livrables entraînerait la mise en jeu de la responsabilité du Titulaire sur le fondement des présentes, le montant des pénalités déjà payées à ce titre ne viendra pas en déduction du montant total des dommages et intérêts éventuellement retenus à l'encontre du titulaire à raison du préjudice subi par l'AFLD.

La liste des indicateurs pénalisables au titre du présent mécanisme de pénalités figure dans le CCTP.

Le non-respect des clauses contractuelles entre l'Agence française de lutte contre le dopage et ses sous-traitants relatives à la protection des données à caractère personnel : 300 euros par infraction, 1000 euros par infraction en cas de récidive.

## 9.2. Modalités

Dès le début de la phase Opérationnelle et une fois par trimestre, l'AFLD, à son libre choix, se réserve la possibilité de modifier jusqu'à trente pourcent (30 %) des indicateurs précités susceptibles d'entraîner l'application de pénalités, étant précisé que le nombre total d'indicateurs pénalisables devra rester le même tout au long de la durée du marché. La demande de modification sera effectuée moyennant un préavis d'un (1) mois.

Sauf accord écrit contraire, les indicateurs révisés ne seront pris en compte dans le système de calcul des pénalités qu'à la fin du mois suivant la modification.

Les pénalités s'appliquent à compter du démarrage de la phase Opérationnelle et seront exécutoires jusqu'au terme du marché (phase de Réversibilité incluse).

Le montant total des pénalités applicables au titre du marché est plafonné, mensuellement, à vingt pour cent (20%) du montant mensuel hors taxes des prestations concernées, et ne peut dépasser, annuellement, douze pour cent (12%) du montant annuel hors taxes du chiffre d'affaires généré au titre du marché.

Le mécanisme de calcul des pénalités applicable aux indicateurs identifiés comme pénalisables dans le CCTP est le suivant :

- Indicateur de service non atteint durant un mois : 500 euros par mois et par indicateur pour un écart compris entre 1 et 2% et 1000 € par mois et par indicateur pour tout écart supérieur à 2% par rapport aux exigences minimales requises
- Non respect d'une date impérative de remise d'un livrable : 250 euros par jour de retard
- Perte de données : 2% du forfait mensuel concerné par perte

## **Article 10 : Vérification et réception des prestations**

### 10.1 Opération de vérification

La vérification quantitative et qualitative des prestations est réalisée dans les conditions prévues aux articles 31 et suivants du CCAG-TIC et les conditions prévues au CCTP.

### 10.2 Admission

L'admission des prestations est réalisée dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-TIC, aucune décision d'admission implicite ne pourra être réputée acquise par le titulaire.

### 10.3 Audits

Le titulaire se soumet et facilite les inspections ou audits, librement décidés par le pouvoir adjudicateur concerné réalisés par ce dernier ou tout organisme désigné par lui (sous réserve d'informer préalablement le titulaire avec un préavis raisonnable) et destinés à vérifier la bonne exécution des prestations ainsi que la documentation fournie par le titulaire.

## **Article 11 : Modalités de paiement**

### 11.1. Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances conformément aux articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique. La personne compétente pour fournir les renseignements énumérés aux articles R. 2191-46 à R. 2191-53 du code de la commande publique est le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 11.2. Présentation des demandes de paiement

#### 11.2.1. Périodicité des paiements

Les prestations du présent marché public seront réglées, après vérification et admission selon les modalités de l'article 10 du présent CCAP.

#### 11.2.2. Présentation des demandes de paiement dématérialisées

##### 11.2.2.1 Dispositions communes

Pour être valable, la facture doit être dématérialisée et doit comporter toutes les mentions requises :

- le nom, n° SIRET et l'adresse du titulaire,
- le n° et la date de la facture,
- les références du marché,
- le n° du bon de commande, son objet et sa date,
- le n° de compte bancaire ou postal du titulaire, tel que précisé à l'acte d'engagement,
- la dénomination précise et le détail des prestations effectuées,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,

- le montant total TTC,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors-taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ainsi que la date d'émission de la facture,
- le n° de TVA intracommunautaire,
- toute autre information utile au paiement.

L'échéancier de paiement sera défini dans chaque bon de commande. A défaut de précision, les factures devront être envoyées une fois les prestations des bons de commande entièrement achevées (livraison en totalité ou selon le cadencement prévu) et le service fait validé par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations reçues.

La transmission se fait via Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

A partir du numéro de SIRET de l'Agence et du numéro d'engagement juridique de la commande.

En cas de dysfonctionnement, le titulaire pourra faire parvenir exceptionnellement ses factures par courriel auprès de la comptabilité.

#### 11.3. Modalités de paiement direct dans le cas d'un groupement

Dans le cas où le marché est passé avec des entrepreneurs groupés solidairement, les prestations livrées et admises font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

#### 11.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Dès lors que le montant de la partie sous-traitée est d'au moins 600,00€ TTC, le sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées sera payé directement par le pouvoir adjudicateur, ainsi que le prévoit l'article R. 2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire transmet les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire. Le titulaire peut également transmettre au pouvoir adjudicateur une attestation de paiement du sous-traitant réalisée par le titulaire, étant précisé que dans cette hypothèse le pouvoir adjudicateur est libéré de son obligation de paiement à due concurrence.

Le règlement des comptes des sous-traitants payés directement est effectué conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

#### 11.5. Délai de paiement

Le délai global de paiement des acomptes, avances et du solde du marché ne pourra excéder trente jours à compter de sa date de réception par le pouvoir adjudicateur.

### 11.6. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs, acomptes ou du solde, dans le délai fixé par le marché donne droit au profit du titulaire à l'application d'intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévu au marché, ou à la commande, ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :  $IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$ .

M= Montant de la somme due TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

Le retard de paiement donne lieu également au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification du marché.

### **Article 12 : Dispositions en matière de cotraitance et de sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En complément des dispositions relative à la sous-traitance au sein du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-TIC.

Conformément aux articles L. 2193-2 et L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter que l'exécution de certaines parties du marché. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et de la conformité aux stipulations du marché des prestations exécutées par ledit sous-traitant.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir dans l'exécution du marché que sous réserve d'une acceptation et d'un agrément préalables dans les conditions du présent article.

#### 12.1. Cas de sous-traitance directe

Le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le formulaire de déclaration de sous-traitance, établi sur le modèle gouvernemental DC4, dûment complété et signé. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition du prix du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG-TIC, le pouvoir adjudicateur notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire s'engage à faire connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

#### 12.2. Cas de sous-traitance indirecte

Les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus, présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit jours calendaires de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du pouvoir adjudicateur peut emporter, dans les conditions définies à l'article « Résiliation », résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur le marché que sous réserve de cette acceptation et de cet agrément préalable.

#### 12.3. Cotraitance et défaillance du mandataire

Conformément à l'article 3.5 du CCAG-TIC, dans le cas où le titulaire est un groupement d'entreprises, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours calendaires courant à compter de la notification de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position à l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

### **Article 13 : Résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions fixées au chapitre 8 du CCAG-TIC.

Le titulaire ne bénéficiera d'aucune indemnité relative au manque à gagner quel que soit le motif de résiliation.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-TIC, le marché ou les lots peuvent être résiliés pour les motifs détaillés ci-après :

#### 13.1 Résiliation pour force majeure

Si la survenance d'un événement de force majeure rend impossible l'exécution du marché pendant plus de trente jours calendaires, la résiliation du marché pourra être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

#### 13.2 Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire en cas de manquements graves ou répétés commis par le titulaire. Sauf stipulation contraire, cette résiliation ne pourra intervenir qu'après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse à l'issue d'un délai raisonnable précisé dans ladite mise en demeure.

La résiliation pour faute du titulaire pourra être prononcée pour les motifs suivants :

- lorsqu'à la suite des opérations de vérification prévues à l'article 10 et malgré les éventuels délais de mise en conformité accordés au titulaire, les prestations exécutées demeurent non conformes aux exigences formulées dans le CCTP et font l'objet d'un rejet définitif de la part du pouvoir adjudicateur ;
- lorsque le pouvoir adjudicateur constate l'absence d'exécution des prestations ou la mauvaise exécution de celles-ci par le titulaire ;
- lorsque dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire met en péril la sécurité des personnes ou des biens ;
- lorsque le titulaire n'est pas en mesure de reprendre l'exécution du marché après une mise en exécution directe prononcée pendant une période de deux mois ;
- lorsque le titulaire procède à la cession du marché sans autorisation ;
- lorsque le titulaire ne se conforme pas à ses obligations contractuelles et notamment à celles prévues à l'article 3 ;
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-3 et suivants, R. 2143-3 et R. 2143-16 du code de la commande publique ou de refus du titulaire de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à D. 8222-8 du code du travail, conformément aux articles R. 2143-6, R. 2143-7, R. 2143-8, R. 2143-9, R. 2143-10 et R. 2143-16 du code de la commande publique ; et/ou
- en cas d'impossibilité de proposer des fournitures en conformité avec le standard international alors en vigueur.

### 13.3. Effets de la résiliation

Sauf stipulation particulière dans le CCAP :

- dans tous les cas de résiliation du marché, la décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception ; et
- sous réserve des dispositions particulières mentionnées au chapitre 8 du CCAG-TIC, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification au titulaire.

Dans tous les cas de résiliation du marché, le titulaire présente sa facture éventuelle et l'ensemble des justificatifs dans les quinze jours calendaires suivant la date de notification de la décision de résiliation.

Sur la base des éléments transmis par le titulaire, le pouvoir adjudicateur procède au décompte de résiliation du marché et le notifie au titulaire dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de l'ensemble des justificatifs.

Une fois le décompte de résiliation effectué :

- en cas de solde positif, le pouvoir adjudicateur verse le montant au titulaire ; et
- en cas de solde négatif, le titulaire verse le montant au pouvoir adjudicateur.

La partie débitrice verse le montant dû dans un délai de trente (30) jours calendaires, ce délai débutant à la fin du mois de notification au titulaire du décompte de résiliation du marché.

Dans l'ensemble des cas susvisés, le titulaire renonce expressément à toute autre indemnisation que le paiement du montant calculé dans les conditions du présent article et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur du fait de la résiliation totale ou partielle du marché.

Pour les cas de résiliation prévues et par dérogation à l'article 52 du CCAG-TIC, les parties procéderont au décompte de résiliation de la manière suivante :

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues et réceptionnées par le pouvoir adjudicateur, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- le montant des dépenses éventuellement engagées par le titulaire qui sont strictement nécessaires à l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies au pouvoir adjudicateur, sous réserve de la satisfaction de conditions cumulatives suivantes :
  - i) ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement par le titulaire, dans le cadre d'autres prestations à réaliser pour le pouvoir adjudicateur ou pour des tiers ;
  - ii) ces dépenses sont externes, raisonnables et strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
  - iii) elles n'ont pas été prises en compte dans le montant éventuellement déjà versé (avance, acompte, règlement partiel définitif et solde notamment) ;
  - iv) le titulaire apporte la preuve de ces dépenses et accepte de se soumettre et faciliter les inspections ou audits, librement décidés par le pouvoir adjudicateur concerné réalisés par cette dernière ou tout organisme désigné par elle (sous réserve d'informer préalablement le titulaire), destinés à vérifier la documentation fournie par le titulaire ; et
  - v) afin de limiter les frais d'annulation auxquels le titulaire est exposé auprès des prestataires, fournisseurs et sous-traitants auxquels il aura fait appel pour les seuls besoins de l'exécution du marché, le titulaire fera ses meilleurs efforts, pour faire accepter auxdits prestataires, fournisseurs et sous-traitants les conditions d'annulations prévues par la présente clause, et ce sous réserve que les termes définis dans ces conditions d'annulation leur soient opposables. A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire justifiera avoir engagé cette démarche auprès des tiers précités, par tous moyens appropriés.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
  - la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le pouvoir adjudicateur cède à l'amiable au titulaire ;
  - les sommes dues par le titulaire au pouvoir adjudicateur à la date de prise d'effet de résiliation; et
  - Les indemnités des polices d'assurances perçues ou à percevoir par le titulaire, étant précisé que le titulaire s'engage à justifier à première demande du pouvoir adjudicateur les montants en question.
- Pour les cas de résiliation prévues au présent CCAP, les parties procéderont au décompte de résiliation de la manière suivante :



Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues et réceptionnées par le pouvoir adjudicateur, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le pouvoir adjudicateur cède à l'amiable au titulaire ;
- les sommes dues par le titulaire au pouvoir adjudicateur à la date de prise d'effet de résiliation (en ce notamment inclus les pénalités et les dépenses nécessaires à la remise en état éventuelle du site conformément aux stipulations du marché) ;
- la réparation du préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait de la résiliation, couvrant notamment les coûts qu'elle devra supporter pour la réattribution des prestations à un autre prestataire (coûts de recherche d'un nouveau prestataire et renchérissement du prix des prestations), aux coûts et dépenses liées à l'arrêt des prestations et les surcoûts d'achèvement des prestations. Le montant de ce préjudice est fixé forfaitairement à dix pour cent (10 %) du montant total des sommes perçues par le titulaire au titre de l'exécution du marché.

#### **Article 14 : Différends et litiges**

Le marché et tout litige ou réclamation connexe (contractuel ou non contractuel) est régi par le droit français.

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout litige pouvant naître entre elles dans le cadre de l'exécution du marché.

Dans ce cas, la partie qui entend engager la responsabilité de la partie défaillante s'engage obligatoirement avant toute saisine du tribunal compétent, à notifier à la partie défaillante, par lettre recommandée avec accusé de réception, les manquements qu'elle lui impute. La partie défaillante dispose ensuite d'un délai de deux mois à compter de la réception de ladite lettre pour adresser une réponse sous le même format.

Les litiges qui ne peuvent être réglés à l'amiable relèvent de la compétence :

Tribunal administratif de Paris  
7, rue de Jouy  
75181 Paris cedex 04  
Téléphone : 01.44.59.44.00  
Télécopie : 01.44.59.46.46  
Téléprocédure :  
Url : <https://www.telerecours.fr>

#### **Article 15 : Clause environnementale**

Le titulaire veillera à proposer les meilleures conditions environnementales possibles, tout au long de la prestation.

#### **Article 16 : Clause sociale**

Le marché ne comporte pas de clause sociale spécifique.

#### **Article 17 : Dérogations au CCAG applicable**

Toute dérogation au CCAG-TIC qui n'est pas clairement définie au document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-TIC l'adoption, sur un point déterminé, de

stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés de contenir des stipulations différentes.

Liste des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCAP par lequel sont introduites ces dérogations :

<b>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</b>	<b>Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations</b>
5.1	3.3
51	5.4
3.7	7
14.1.1	9
14.1.3	9
31 et suivants	10.1
34.1	10.2
47 et suivants	13